



La diplomatie de l’Egypte

Mémoire de géopolitique
du Lieutenant-colonel Marc Guirard
dans le cadre de l’étude dirigée
« Géopolitique du Proche et Moyen-Orient »

Directeur : Ambassadeur Marc BONNEFOUS

Mars 2001

Fiche de présentation documentaire

1. Titre du document : La diplomatie de l’Egypte.
2. Nom du fichier : GGUIRARM1403.doc
3. Identité de l’auteur : LCL (Air) Guirard, Marc (France).
4. Date de rédaction : 14 mars 2001.
5. Division/groupe : A6.
6. Nature du travail : Mémoire de géopolitique dans le cadre de l’étude dirigée « Géopolitique du Proche et Moyen-Orient ».
7. Synthèse du document : La diplomatie égyptienne s’organise entre deux priorités parfois contradictoires. La première est centrée sur le marchandage des atouts que lui confère son importance géostratégique, atouts qui demeurent étroitement liés à la rente stratégique américaine (les Etats-Unis soutiennent financièrement le régime égyptien dans la voie de la paix avec Israël, choisie en 1979). La seconde priorité est constituée par des impératifs de sécurité intérieure. En bute à une opposition interne dont la mouvance islamiste est la principale représentante et face à une opinion publique qui conteste une partie de ses choix, le gouvernement sait tenir de façon opportune un discours vif à l’encontre de l’Etat hébreu, principalement à destination interne, cherchant un équilibre entre son engagement stratégique et ses contraintes intérieures.
8. Mots clés: Egypte – relations extérieures – histoire contemporaine – démographie – économie – enjeu de l’eau – rente stratégique

La diplomatie de l’Egypte

Sommaire

Partie I :

LA GEOGRAPHIE

La situation géographique.

Le profil topologique.

La fonction géopolitique de l’isthme de Suez.

Le Nil, veine jugulaire de l’Egypte.

Partie II :

L’HISTOIRE CONTEMPORAINE

La réforme de MEHEMET ALI.

Instauration de la monarchie.

L’Egypte de NASSER.

La présidence de SADATE : l’ouverture vers l’occident.

Hosni MOUBARAK : un modèle de longévité.

Partie III :

L’IDENTITAIRE

L’ethnie.

Les religions.

Le domaine culturel.

La démographie et ses contraintes.

Partie IV :

LA GEOECONOMIE

La politique d’ouverture économique : l’infithah.

L’agriculture.

L’industrie.

Le canal de Suez.

Le tourisme.

La crise de l’emploi et l’émigration.

Table des matières

INTRODUCTION

1 - LA GEOGRAPHIE

- 1.1. La situation géographique.....6
- 1.2. Le profil topologique.....6
- 1.3. La fonction géopolitique de l'isthme de Suez.....8
- 1.4. Le Nil, veine jugulaire de l'Egypte.....9

2 - L'HISTOIRE CONTEMPORAINE

- 2.1. La réforme de MEHEMET ALI.....10
 - 2.1.1. - Le modèle européen.....10
 - 2.1.2. - Mehemet-Ali, fondateur de l'Egypte moderne.....11
 - 2.1.3. - La fin de l'indépendance.....11
- 2.2. Instauration de la monarchie.....12
 - 2.2.1. - Le roi Fouad et la lutte pour l'indépendance.....12
 - 2.2.2. - Le roi Farouk et le déclin du Wafd.....12
 - 2.2.3. - Les « officiers libres » et la fin de la monarchie.....13
- 2.3. L'Egypte de NASSER.....13
 - 2.3.1. - La crise de Suez.....13
 - 2.3.2. - Nasser et le panarabisme.....14
 - 2.3.3. - La guerre des Six Jours.....14
- 2.4. La présidence de SADATE : l'ouverture vers l'occident.....15
 - 2.4.1. - Un changement de cap radical.....15
 - 2.4.2. - La guerre du Yom Kippour.....15
 - 2.4.3. - La marche vers la paix.....16
 - 2.4.4. - Le début d'une crise sociale et une fin brutale.....16
- 2.5. Hosni MOUBARAK : un modèle de longévité.....16
 - 2.5.1. - La réconciliation avec le monde arabe.....16
 - 2.5.2. - La guerre du Golfe.....17
 - 2.5.3. - Une situation interne difficile.....17
 - 2.5.4. - Une diplomatie à double visage.....18

3 - L'IDENTITAIRE

- 3.1. L'ethnie.....19
 - 3.1.1. - La population du Delta.....19
 - 3.1.2. - La population de Haute-Egypte.....19
- 3.2. Les religions.....20
 - 3.2.1. - Les différentes confessions.....20
 - 3.2.2. - Le problème islamiste.....21
 - 3.2.3. - Les Frères musulmans.....21
- 3.3. Le domaine culturel.....23
 - 3.3.1. - Le rayonnement culturel.....23
 - 3.3.2. - Le rayonnement linguistique.....24
 - 3.3.3. - L'éducation.....24
- 3.4. La démographie et ses contraintes.....25
 - 3.4.1. - Une démographie galopante.....25
 - 3.4.2. - Contraintes de l'urbanisation.....26
 - 3.4.3. - Le défi posé aux dirigeants égyptiens.....27

4 - LA GEOECONOMIE

- 4.1. La politique d'ouverture économique : l'infatih.....28
- 4.2. L'agriculture.....29
- 4.3. L'industrie.....30
- 4.4. Le canal de Suez.....30
- 4.5. Le tourisme.....31
- 4.6. La crise de l'emploi et l'émigration.....32

CONCLUSION

Bibliographie (page 33) et Annexe (carte d'Egypte, page 34)

INTRODUCTION

L’Egypte, quel que soit le contexte politique régional, a su conserver une position privilégiée au sein du monde arabe du fait de sa localisation géographique, au croisement de l’Afrique, du Maghreb et du Machrek, et de son poids démographique, sans commune mesure avec l’ensemble de ses voisins. Avec près de 67 millions d’habitants concentrés le long du ruban du Nil, l’Egypte représente un formidable réservoir de main-d’œuvre pour les pays pétroliers riches et peu peuplés : l’Arabie saoudite estime à 21 millions sa population, la Libye compte 5 millions d’habitants, la Syrie près de 16 millions et le Soudan environ 29 millions. Cette réserve humaine et sa position géographique stratégique, à la croisée des mondes arabes, ont fait de cette nation l’un des piliers incontournables de toutes les coalitions arabes contre Israël, sans que l’Egypte ne parvienne pourtant à s’imposer militairement ou politiquement à l’Etat hébreu, soutenu par les Etats-Unis.

Si l’Egypte offre, à première vue, l’image d’un Etat arabe de poids aspirant à un rôle central dans la région, elle n’y a pas véritablement trouvé sa place depuis les accords de Camp David et le lancement ultérieur du processus de paix. En réalité, le régime égyptien use avec brio de ses relations extérieures comme d’une véritable prime pour conforter sa stabilité interne et compenser son maigre effort économique actuel comparé à sa population : il amasse en effet depuis le début des années 70 un capital fait de soutiens internationaux. Cette aptitude à mobiliser des ressources à l’extérieur, servie par une diplomatie professionnelle, permet d’étayer le contrôle exercé par l’appareil d’état sur le pays, les dirigeants égyptiens essayant de tirer le meilleur parti des contraintes qui pèsent sur eux.

Les difficultés intérieures du pays, liées à une situation économique difficile, ayant pris le pas sur son combat idéologique et son aspiration à être chef de la grande nation arabe, l’Egypte essaie toutefois de préserver les apparences. En citant André Siegfried : " Les peuples n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts ", nous chercherons à analyser les différents décors géographique, historique, identitaire, économique et examinerons le jeu des intérêts associés afin de mieux saisir la diplomatie égyptienne.,.

1 - LA GEOGRAPHIE

1.1. La situation géographique.

Située à l'angle nord-est de l'Afrique, l'Égypte occupe une position stratégique au cœur du monde arabe, en bordure méridionale de la mer Méditerranée. Vaste État d'un million de km², c'est l'un des plus grands états du continent africain. Le pays est limité à l'Ouest par la Libye, au Sud par le Soudan. Ces frontières, absolument artificielles, furent établies au cours d'accords avec l'Italie après la première Guerre mondiale pour la première et par un traité anglo-égyptien de 1899 pour la deuxième. La façade maritime de l'Égypte s'étend sur 2900 kilomètres de côtes. Au nord, elle est baignée par la Méditerranée et à l'est, par la mer Rouge, cette dernière se divisant en deux bras pour former le golfe d'Aqaba et le golfe de Suez, qui encadrent le Sinaï. C'est par cette péninsule, au nord-est du pays, que l'Égypte pénètre en Asie proche-orientale. Elle possède, dans cette région, une frontière commune avec Israël.

De part cette situation privilégiée, à l'étroite charnière de l'Afrique et de l'Asie, l'Égypte a constitué, dès la plus haute antiquité, un carrefour exceptionnel des influences asiatiques, méditerranéennes et africaines. Les poussées géopolitiques de l'Égypte sont claires : vers l'est, la zone syro-palestinienne (tentative de Nasser de fusionner l'Égypte avec la Syrie) - vers l'ouest, le Maghreb – vers le sud, la poussée nilotique au travers du Soudan et enfin la mer Rouge que l'Égypte tente de contrôler de concert avec l'Arabie Saoudite.

1.2. Le profil topologique.

Vaste comme deux fois la France, l'Égypte est essentiellement composée de déserts. La quasi-totalité de sa population se concentre dans la vallée du Nil et son delta, ainsi que dans quelques oasis occidentales. Ces zones habitées ne représentent que quelques 10% du territoire. Ce grand état apparaît donc comme une anomalie géographique.

L'Égypte est divisée, d'ouest en est, en quatre zones principales.

A l'ouest, le désert Libyque, partie aride s'étendant sur les 2/3 du pays, est composé de plateaux peu élevés. Cependant dans cette étendue désertique, de vastes dépressions, proches de nappes

d'eau souterraines, abritent une multitude d'oasis fertiles : Kharguèh, Dakhla, Farafra, Bahriya. Les bordures méditerranéennes forment ici de longues plages de sable blanc.

Le fleuve Nil, long de 6 670 km, ne draine le territoire égyptien que sur un quart de son cours.

Il prend sa source en Afrique orientale entre le lac Tanga Nika et le lac Victoria.

Dans le Sud, le fleuve, navigable jusqu'à Assouan (première cataracte), a creusé une vallée recouverte d'un riche limon noir et bordée de falaises abruptes, séparées de 2 à 15 km. Proche de la vallée et semblable à elle par bien des aspects, la dépression du Fayoum, à 90 km au sud du Caire, étend ses riches terres agricoles autour des eaux du Birket Karoun (lac Mœris des Anciens) : c'est la Haute Égypte. À quelques kilomètres au nord du Caire, le fleuve, libéré du carcan dans lequel l'enserraient les hautes terres, se ramifie en de nombreuses branches : c'est le "plat pays" du Delta, ou Basse Égypte, qui s'étend sur 4 % du pays mais où se concentre la quasi-totalité de la population.

À l'est de la vallée du Nil se développe le désert arabe qui couvre à peu près le cinquième de la superficie du territoire égyptien. C'est un plateau qui s'élève progressivement depuis le Nil pour faire place, le long de la mer Rouge, à une chaîne de montagnes culminant à 2 187 m. Plateaux et montagnes sont traversés d'ouest en est par de profondes entailles, anciennes voies de passage des caravanes, reprises par les routes actuelles. Ces reliefs appartiennent en fait au même ensemble montagneux que les massifs de l'ouest de l'Arabie.

Dernière région de l'Égypte, le Sinaï, encadré par les fossés tectoniques de Suez et d'Aqaba, est rattaché au désert Arabe par l'isthme de Suez. Le nord de cette péninsule est constitué d'une vaste étendue sablonneuse. Après un plateau central dont l'altitude moyenne est de 1000 m, la pointe sud est dominée par des montagnes rocailleuses culminant à plus de 2 000 m (mont Moïse, 2 285 m et le mont Sainte Catherine ou Mont Sinaï, 2 642 m).

Le cours inférieur du Nil a donc permis à la vie de prospérer, tandis que le désert occidental (ou Libyque) à l'ouest, le désert oriental (ou arabe) et le Sinaï à l'est apparaissent, hormis quelques oasis, hostiles à l'implantation humaine.

1.3. La fonction géopolitique de l'isthme de Suez.

L'isthme de Suez sépare l'Afrique du continent asiatique, en ouvrant sur le désert du Sinaï. C'est une zone de haute conflictualité car il permet, par sa capture, de verrouiller ou d'ouvrir le passage entre ces deux aires géopolitiques distinctes.

Réduisant considérablement les distances et les coûts de navigation pour les marines de guerre et pour les marines commerciales qui y transitent, le canal de Suez a provoqué un bouleversement géopolitique à l'échelle mondiale.

Dès 1490 av. J.C., les premiers travaux de creusement de l'isthme de Suez sont entrepris. Le 17 novembre 1869, l'impératrice Eugénie inaugure le canal de Suez. Très rapidement, des tensions naissent de la création de cette nouvelle voie de communication. Dès 1875, soit 6 ans seulement après son inauguration, le canal de Suez donne lieu à un conflit qui a abouti en 1882 à l'occupation de l'Égypte par la Grande-Bretagne. La crise se prolongera jusqu'à la tenue d'une conférence internationale à Constantinople en 1888. Pendant la première guerre mondiale, l'Allemagne tente en vain de fermer le canal, et lors de la seconde guerre mondiale, elle le bombarde d'août 1940 à juillet 1942. En 1956, à l'issue de la « crise de Suez », le canal est fermé et le passage y dépend de la seule volonté égyptienne (jusqu'en 1979, les navires israéliens ne pourront emprunter cette voie de navigation). Enfin, la guerre des Six Jours donna lieu au blocage du canal de 1967 à 1975.

Ces crises répétées prouvent que Suez est un lieu sur lequel se polarise une part importante des tensions du Proche-Orient. Il a été, jusqu'à une période récente, une sorte de symbole de l'affrontement entre l'Occident et le Proche-Orient. Par la suite, le canal a été la cible constante du nationalisme égyptien. C'est d'ailleurs à Ismaïla, capitale administrative du canal, que sont nés les mouvements nationalistes égyptiens.

L'Égypte contrôle le canal de Suez par lequel transite encore une grande partie du pétrole brut enlevé de la région du Golfe et qui demeure le point de passage de la plupart des bateaux ayant servi, tant pendant la guerre du Golfe que lors des démonstrations de force américaines contre l'Irak en septembre 1996. L'Égypte joue donc un rôle clé dans la zone de sécurité du Golfe et voit clairement le parti qu'elle peut tirer de ce que les États-Unis appellent des atouts stratégiques, qui constituent de fait des leviers diplomatiques.

1.4. Le Nil, veine jugulaire de l’Egypte.

L’Egypte n’a jamais pu être indifférente au grand fleuve Nil, avec lequel elle a une relation psychologique intense. Un coup d’œil sur la carte donne une explication concrète et illustre clairement l’histoire : le Nil est la veine jugulaire de l’Egypte, sans laquelle aucune vie n’est possible.

Le Nil représente le risque majeur de conflit lié à l’eau en Afrique, notamment pour les trois pays les plus en aval que sont l’Egypte, l’Ethiopie et le Soudan. Situés dans une zone aride ou semi-aride dans laquelle aucune agriculture ne serait possible en l’absence du fleuve, le Nil constitue l’unique source de vie pour au moins 67 millions d’Egyptiens. Formé de la confluence du Nil Blanc (source sur le plateau équatorial de l’Afrique centrale qui représente 17 % de la ressource en eau du fleuve) et du Nil Bleu (issu du lac Tana et qui représente 83 % de la ressource en eau), le Nil constitue le fleuve le plus long du monde et court de l’équateur jusqu’à la Méditerranée. Après avoir traversé huit pays (Burundi, Rwanda, Tanzanie, République démocratique du Congo, Ouganda, Soudan, Ethiopie et Kenya), son débit annuel moyen naturel est estimé à 84 milliards de m³ à son entrée en Egypte, à hauteur d’Assouan.

Traditionnellement, l’Ethiopie n’entend rien accepter des Etats riverains de l’aval susceptibles de constituer un obstacle à ses propres aménagements, imposés par sa croissance démographique (54 millions d’habitants en 1992 ; 94 millions à l’horizon 2010). Bénéficiant de l’appui inconditionnel d’Israël qui, au moyen de sa politique de "stratégie périphérique" vise à contourner l’encerclement arabo-islamique dont elle s’estime atteinte, la politique de l’Ethiopie est vivement ressentie par l’Egypte et par la Ligue arabe.

Les relations entre l’Egypte et le gouvernement de Khartoum peuvent être qualifiées de fortes oppositions réfléchies. Le gouvernement égyptien reproche à son voisin du Sud de soutenir les mouvements islamistes terroristes qui sévissent au Caire et dans le Nord du pays. La tentative d’assassinat du président Moubarak supportée par le régime soudanais est une autre motivation de tensions entre les deux pays. Le différend qui oppose Le Caire et Khartoum à propos des territoires frontaliers du triangle de Hala’ib est également une pomme de discorde. Toutefois, le gouvernement égyptien ne veut pas déstabiliser le Soudan, ni le voir sombrer dans une partition Nord-Sud. La raison principale de cette attitude étonnamment prudente est le Nil : cet intérêt vital de l’Egypte ne peut être laissé sans contrôle et la reprise de la construction du Canal de

Jonglei (interrompu suite au conflit interne du Soudan) ferait gagner plus de 4 milliards de m³ au fleuve. Le Caire veut donc une solution négociée au Soudan. C'est également la raison pour laquelle l'Égypte, sans considérer les multiples déclarations du président soudanais sur son militantisme islamiste et son engagement à maintenir la charia (législation islamique) et l'État islamique, a mené une véritable offensive diplomatique pour normaliser la situation du Soudan sur la scène internationale.

Si le Haut Barrage d'Assouan a procuré un sursis de presque trois décennies aux autorités du Caire, ses capacités ne sont plus suffisantes aujourd'hui, face à la croissance démographique et aux risques de sécheresse. Les Égyptiens se retrouvent devant le même problème de disponibilité des ressources hydrauliques qui rend nécessaire l'élaboration d'une nouvelle stratégie géopolitique. Elle impose une renégociation, y compris sur le partage des eaux, avec les autres États de la vallée et notamment l'Éthiopie et le Soudan.

2 – L'HISTOIRE CONTEMPORAINE

Pour analyser la politique extérieure de l'Égypte, il importe de prendre en considération non seulement l'influence des facteurs géographiques, mais également les facteurs historiques. « L'histoire est une sorte de profondeur stratégique de la géographie. Dans le même temps, la géographie présente la base stratégique de l'histoire » estime le célèbre géographe et historien égyptien Gamal Hemdan.

2.1. La réforme de MEHEMET ALI.

2.1.1. - Le modèle européen :

L'occupation du pays en 1798 par l'armée française s'inscrit dans un contexte de rivalité entre Britanniques et Français. La campagne d'Égypte sera l'occasion pour les Européens de redécouvrir la civilisation égyptienne antique. Durant les trois années de l'occupation française, la modernisation du pays débute. L'administration et les finances sont réorganisées sur le modèle européen, un programme de remise en état des infrastructures est lancé. En 1801, une alliance

anglo-ottomane, bénéficiant du soutien populaire, contraint le général Menou, converti à l'islam, à signer la reddition et à quitter le pays.

2.1.2. – Mehemet-Ali, fondateur de l'Égypte moderne :

Après le retrait des troupes françaises, le désordre s'installe. Mamelouks et ottomans luttent pour reprendre le pouvoir qui échoit finalement à Méhémet Ali, général Ottoman d'origine albanaise. Celui-ci reçoit, lors de son coup de force, l'appui des Ulémas, qui avaient récupéré un certain pouvoir perdu sous la domination ottomane. En 1805, le Sultan ottoman reconnaît Méhémet Ali, qui est nommé Pacha d'Égypte. Ce dernier, qui avait modernisé l'armée et épuré le pays des derniers mamelouks, engage alors ses troupes dans une série de guerres de conquêtes. Au nom du sultan ottoman, il conquiert le Soudan, écrase la dissidence wahhabite en Arabie centrale, reprend la Syrie et met fin à l'insurrection nationaliste grecque entre 1823 et 1827, au cours de laquelle il se heurte une première fois aux Européens. Cependant ses conquêtes menacent l'empire ottoman et les puissances occidentales interviennent militairement pour le repousser en Égypte. En 1840, il abandonne la Syrie mais obtient le titre héréditaire de vice-roi d'Égypte et du Soudan.

Sur le plan intérieur, Méhémet Ali, modernise le pays. Il envoie en France et en Italie des missions scolaires qui s'initient à la révolution industrielle et accueille, de son côté, les saint-simoniens qui effectuent un travail considérable pour doter le pays des infrastructures scolaires, ferroviaires, routières, industrielles, etc. indispensables au développement. Mehemet-Ali encourage l'industrie du coton, développe les infrastructures, tels barrages et hôpitaux. Il met en place une industrie de transformation et oriente l'agriculture vers une économie de marché. Il contribue grandement au développement d'une véritable conscience nationale.

2.1.3. - La fin de l'indépendance :

Après sa mort en 1849, ses successeurs ne feront que poursuivre son œuvre. Cependant l'Égypte subit de plus en plus l'influence européenne. Poursuivant la politique de modernisation, Saïd Pacha et Ismaïl Pacha, accumulent une dette considérable en grande partie générée par les travaux du percement du Canal de Suez. Cette infrastructure gigantesque est inaugurée en 1869. L'Égypte retrouve ainsi sa position stratégique sur les voies commerciales maritimes. Mais elle va y perdre son indépendance. Devant l'endettement considérable, l'Égypte doit accepter

l'établissement d'un condominium franco-britannique en charge de la gestion des finances égyptiennes. A cette époque le mouvement nationaliste prend de l'ampleur et les britanniques vont occuper militairement le pays à partir de 1882, suite à une insurrection menée par Ourabi Pacha. Même si l'Egypte appartient toujours à l'empire ottoman, elle devient de fait une véritable colonie britannique dont le maître est le consul britannique.

2.2. Instauration de la monarchie.

2.2.1. - Le roi Fouad et la lutte pour l'indépendance :

La montée du nationalisme s'accélère et l'opposition se regroupe derrière Mustapha Kemal. De nombreuses grèves et des soulèvements parfois violents se déclenchent entre 1901 et 1908. Le début de la première guerre mondiale verra la Grande-Bretagne proclamer son protectorat sur l'Egypte. Cependant à la fin du conflit, l'opposition nationaliste ne désarme pas et forme une délégation, le Wafd, qui va négocier l'indépendance du pays. Devant les émeutes sanglantes et la période de troubles qui va suivre, Londres déclare unilatéralement l'indépendance de l'Egypte en 1922. Le sultan Fouad Ier devient roi d'Egypte. Les Britanniques conservent toutefois le contrôle de la défense et des affaires étrangères, ainsi que le droit d'entretenir des troupes sur le territoire égyptien et le droit d'assurer leurs lignes de communication avec l'Empire.

La constitution de 1923 instaure un pouvoir législatif bicaméral, contrôlé en fait par le pouvoir exécutif. Victorieux aux élections de 1924, le Wafd va dominer la vie politique pendant les trente ans qui vont suivre. Pendant cette période, la Grande-Bretagne va profiter des luttes d'influence entre le roi et le Wafd pour le contrôle du pouvoir.

2.2.2. - Le roi Farouk et le déclin du Wafd :

En 1936, Farouk Ier succède à Fouad. Cette année voit un nouveau triomphe du parti Wafd aux élections. Cependant les Britanniques, malgré la signature d'un nouveau traité, gardent le contrôle d'une partie du pays, notamment celui du canal de Suez. En fait pendant la deuxième guerre mondiale, l'Egypte servira de base militaire pour les alliés, occupant une position privilégiée, l'Italie ayant envahi l'Ethiopie. C'est également de cette époque que date le discrédit du Wafd au sein de la population. Les dirigeants de ce dernier s'étaient montrés très coopératifs

pour faire échec à la poussée de Rommel vers le canal. Ceci favorise l'émergence du mouvement des Frères Musulmans, organisation fondée en 1928 (cf. § 3.2.3).

2.2.3. - Les « officiers libres » et la fin de la monarchie :

Commençant à mener une politique étrangère indépendante, l'Égypte s'engage dans une guerre contre Israël en 1948. La défaite de l'armée égyptienne lors de ce premier conflit contre l'Etat hébreu fragilise la monarchie. Devant son incapacité à résoudre la crise, le pouvoir fait appel à l'armée qui va alors prendre conscience de sa force. En juillet 1952, les "officiers libres", mouvement fondé deux ans plus tôt par onze officiers dont Nasser et Sadate, déposent le Roi Farouk et le contraignent à l'exil. En décembre de la même année, la monarchie est abolie. Dès 1953, les partis politiques sont interdits.

2.3. L'Égypte de NASSER.

Le 18 juin 1953, la République d'Égypte est proclamée. Le général Neguib, sans réel pouvoir, est remplacé dès 1954 par le véritable homme fort des "officiers libres", le général Gamal Abdel Nasser. En juillet 1956, Nasser est officiellement élu Président de la République. Une nouvelle catégorie sociale, la petite bourgeoisie civile et militaire, l'accompagne au pouvoir. La majeure partie du pays va se rallier aux idéaux de son leader : égalité, authenticité culturelle, progrès sur le plan intérieur ; nationalisme, tiers-mondisme et arabisme sur le plan extérieur.

2.3.1. – La crise de Suez :

Après l'interdiction des partis et la répression des Frères musulmans, Nasser obtient l'évacuation totale des Britanniques du territoire égyptien dès 1954. A la conférence de Bandung, en 1955, l'Égypte, qui vient de refuser de participer au pacte pro-américain de Bagdad, joue un rôle majeur dans la naissance du mouvement des pays non alignés. Ne parvenant pas à acquérir l'aide occidentale (vente d'armes pour lutter contre Israël ou financement de la construction du barrage d'Assouan), Nasser se tourne alors vers l'URSS et nationalise en 1956 le canal de Suez, source importante de revenus. Cela entraîne une riposte de la France et de la Grande-Bretagne, principaux actionnaires du canal, qui, alliées à Israël, occupent la zone. Sous la pression de l'ONU et l'entente surprenante en cette période de guerre froide des deux superpuissances, les trois alliés se retirent du territoire égyptien. L'Égypte saisit l'occasion pour mettre un terme aux

intérêts économiques extérieurs et annonce l'exil de nombreuses communautés étrangères, ou ressenties comme telles.

2.3.2. – Nasser et le panarabisme :

C'est une grande victoire politique pour Nasser qui entend faire l'unité du monde arabe derrière l'Égypte. Plusieurs tentatives de fédération arabe échouent. Dans un premier temps l'Égypte s'allie avec la Syrie pour former la République Arabe Unie en 1958 - qui ne dura que trois ans - puis encore avec cette dernière et l'Irak en 1963 sans davantage de succès. Nasser intervient aux côtés des républicains dans la guerre civile yéménite, mais se trouve pris au piège d'une guerre interminable, se brouillant avec l'Arabie Saoudite. L'Égypte soutient également alors certains mouvements d'indépendance du Maghreb.

Sur le plan intérieur, Nasser met l'Égypte sur la voie du "socialisme arabe", à mi-chemin entre le libéralisme occidental et le marxisme soviétique. L'Union socialiste arabe, parti unique, se renforce parallèlement à la répression, tandis que sont organisées de nouvelles mesures de nationalisation.

2.3.3. – La guerre des Six Jours :

En 1967, la tension avec Israël monte. L'État hébreu lance une attaque, qualifiée de préventive, contre ses voisins : les Égyptiens sont défaits en six jours de campagne ; le Sinaï est occupé, et les troupes israéliennes campent sur la rive est du canal, où va se poursuivre une longue guerre d'usure. Nasser offre sa démission. Rappelé par les manifestations d'un peuple en plein désarroi, il va développer ses relations avec l'URSS pour reconstituer son potentiel militaire. Cette présence soviétique imposante inquiète sérieusement les États-Unis. Ces derniers proposent alors un plan de paix global, prévoyant un long cessez-le-feu avec Israël, que Nasser accepte, sous la pression soviétique, à l'été 1970. La mort subite de Nasser en septembre 1970 donne un coup de grâce à ce plan. Le « raïs » meurt, sans avoir pu surmonter les conséquences de la guerre des Six Jours. C'est Anouar-el-Sadate, proche collaborateur, qui va lui succéder.

Sur le plan diplomatique, Nasser était très attaché aux thèses du socialisme arabe et à celle de l'unité arabe, malgré leur échec après l'union éphémère avec la Syrie (1958-1961), avec le Yémen (1963-1969), avec la Libye et le Soudan (1970). A cette fin, Nasser purchassa les Frères

musulmans parce qu'ils s'opposaient, avec le soutien de la dynastie saoudienne, aux thèses du socialisme arabe et au projet d'unité arabe. L'association de l'Égypte dépourvue de pétrole mais riche en main-d'œuvre, et des richissimes pays pétroliers arabes était pourtant fort logique, mais cette association ne plaisait guère aux Saoudiens qui prônèrent le projet beaucoup plus vaste et beaucoup plus lointain de l'unité de tous les musulmans.

2.4. La présidence de SADATE : l'ouverture vers l'occident.

2.4.1. – Un changement de cap radical :

Le successeur de Nasser, Anouar El-Sadate, ne tarde pas à donner à la politique égyptienne des orientations différentes, même s'il se situe dans la continuité du régime. Il réduit les tendances nassériennes radicales existant au sein du parti et de l'appareil d'État, et réintroduit une forme de pluralisme politique; il fait même preuve d'une indulgence certaine à l'égard des Frères musulmans. Le socialisme d'état cède progressivement la place à la libre entreprise et au capitalisme international.

Sur le plan extérieur, l'Égypte met fin à ses relations privilégiées avec l'URSS (expulsion des conseillers soviétiques en 1972, abrogation du traité d'amitié avec Moscou en 1976) et se rapproche des États-Unis. De plus, Sadate se réconcilie avec les pays arabes pétroliers, notamment l'Arabie Saoudite. Cette dernière soutiendra en partie l'effort de guerre égyptien contre Israël. En ce sens il existe une certaine continuité dans la politique de Sadate avec celle de son prédécesseur Nasser.

2.4.2. – La guerre du Yom Kippour :

Le président Sadate tente de sortir son pays de la situation de crise provoquée par la défaite de 1967 et de faire la preuve que l'Égypte est encore le cœur du monde arabe : il déclenche la quatrième guerre israélo-arabe le 6 octobre 1973, le jour de la fête juive de Yom Kippour, contre l'État hébreu qui tenait alors la rive est du canal de Suez. L'armée égyptienne démontre sa valeur militaire en traversant spectaculairement le canal, mais les Israéliens contre-attaquent et envahissent l'Égypte. Sous l'influence des États - Unis et de l'URSS, un cessez-le-feu est conclu fin octobre 1973. Bien que la guerre soit gagnée par Israël, l'Égypte, grâce à son succès initial,

parvient à en faire une victoire psychologique. En 1974 commence le désengagement réciproque de la zone du canal (qui sera désensablé pour être ouvert un an plus tard).

2.4.3. – La marche vers la paix :

Fort de cette victoire psychologique et avec désormais l'appui des États-Unis, Sadate entreprend alors des négociations avec Israël, malgré l'opposition de tous les autres États arabes. C'est le début de la marche vers la paix. Il se rend en visite à Jérusalem en novembre 1977, et signe les accords de Camp David aux États-Unis en septembre 1978. Le 26 mars 1979, un traité de paix est signé entre les deux anciens ennemis. Il aboutit à la restitution du Sinaï à l'Égypte en 1982. L'Égypte obtient dès lors une aide substantielle des États-Unis, mais perd sa place au sein de la Ligue arabe, de nombreux dirigeants arabes l'accusant de trahison. La situation économique, déjà très affaiblie, va se détériorer avec le boycott de certains pays arabes. L'opposition égyptienne, notamment les Frères musulmans, va se faire de plus en plus virulente et la répression par le régime sera violente.

2.4.4. – Le début d'une crise sociale et une fin brutale :

Ayant récupéré le canal, le Sinaï et les gisements pétroliers que les Israéliens y avaient découverts, Sadate lance un programme économique ultra-libéral pour la reconstruction du pays. Ce programme s'accompagne d'une politique d'ouverture économique (infitah) visant à relancer le développement économique en attirant les capitaux étrangers. Ce traitement de choc provoque une grande crise sociale et politique. Celle-ci n'est pas étrangère à l'assassinat de Sadate par un commando militaire islamiste en octobre 1981, lors d'une cérémonie commémorant la guerre du Kippour, les islamistes ne lui ayant jamais pardonné d'avoir négocié avec l'État hébreu.

2.5. Hosni MOUBARAK : un modèle de longévité.

2.5.1. – La réconciliation avec le monde arabe :

Elu président quelques jours plus tard, c'est le vice-président Hosni Mubarak qui succède à Anouar el Sadate. Mubarak poursuit les orientations et la politique extérieure de son prédécesseur, sans rien faire qui soit susceptible de remettre en question le traité de paix avec Israël, et ce malgré l'invasion israélienne au Liban en 1982.

Tout en consolidant ses liens avec les États-Unis (qui fournissent une aide civile et militaire considérable, évaluée à deux milliards de dollars par an), l'Égypte parvient à améliorer progressivement ses relations avec les pays arabes et à regagner leur confiance : son soutien à l'Irak dans sa guerre contre l'Iran favorisera le retour de l'Égypte au sein du monde arabe. En 1989, l'Égypte réintègre la Ligue Arabe, scellant ainsi son retour en grâce.

2.5.2. - La guerre du Golfe :

En 1991, pendant la seconde guerre du Golfe, le positionnement de l'Égypte du côté du Koweït dès les premières heures de la crise est décisif à l'échelle tant politique que militaire. L'Égypte participe immédiatement à la coalition contre le président irakien Saddam Hussein, envoyant un corps expéditionnaire de quelques 40 000 hommes en Arabie Saoudite. A l'issue du conflit, le siège de la Ligue arabe est rétabli au Caire. Si les Arabes acceptent enfin les conditions égyptiennes, c'est peut-être aussi parce qu'ils se rendent compte que, sans Le Caire, rien de sérieux ne peut être entrepris. De plus, la politique modérée de l'Égypte lui permet d'être un acteur majeur dans le règlement du conflit au Proche-Orient et de s'affirmer au plan régional et international.

Le choix fait lors du conflit du Golfe, en 1991, de participer à la force multinationale contribue donc à renforcer le rôle diplomatique de l'Égypte, mais aussi à assainir sa situation financière, par le biais de l'effacement d'une grande partie de sa dette extérieure.

2.5.3. – Une situation interne difficile :

Cependant sur le plan économique, Hosni Moubarak doit actuellement toujours composer avec une situation guère florissante. En effet, la crise des liquidités ainsi que la récession (annoncée au début de l'année 2000) mobilisent largement l'opinion publique et inquiètent les dirigeants égyptiens. Si Hosni Moubarak a mis un terme à la politique d'Infitah de Sadate qui s'est révélée désastreuse socialement, et s'il n'a jamais appliqué l'accord conclu avec le Fonds monétaire International en 1987, il entend cependant poursuivre le processus de privatisation et de libéralisation économique, qui reste une phase critique et délicate du mandat en cours.

Sur le plan intérieur, Moubarak doit également faire face à l'activisme virulent des mouvements islamistes, qui se sont radicalisés et semblent avoir pris la décision de déstabiliser le régime et

l'économie en perpétrant des attentats terroristes contre les sites touristiques ou en tentant d'assassiner des personnalités de la société égyptienne. Le président Moubarak, servi par une véritable baraka, a lui même échappé à huit tentatives d'assassinat par les groupes islamistes, ces derniers ne renonçant pas à instaurer un Etat théocratique. L'attentat de Louxor du 17 novembre 1997, revendiqué par le groupe Djainaa Islamiya, a fait 57 victimes parmi les touristes et a provoqué une crise du tourisme et des investissements étrangers. Alors que Sadate pratiquait à l'égard des islamistes une stratégie dite de tolérance – connivence, dont il s'est servi pour neutraliser ses adversaires nassériens, Moubarak opte lui pour une stratégie d'endiguement et de fermeté, en demeurant impitoyable avec les intégristes. Il ne connaît pas le droit de grâce (soixante exécutions d'islamistes sur quatre - vingt dix condamnations à la peine capitale) et veut une reddition sans condition des groupes islamistes.

2.5.4. – Une diplomatie à double visage :

Agé de 73 ans, au pouvoir depuis 1981, Moubarak aura 77 ans quand son mandat prendra fin en 2005. Ni l'usure du pouvoir, ni le poids des ans ne semblent l'avoir marqué. Ce troisième chef d'Etat égyptien, depuis la Révolution de 1952 qui avait mis fin à la monarchie, n'a ni le charisme de Nasser, ni le sens du verbe de Sadate. Faisant dans un style plus sobre, Moubarak a cependant su redonner fierté à son peuple après le règne en demi teinte de Sadate. La visite surprise du président Moubarak au Liban (février 2000), première visite d'un chef d'Etat égyptien depuis 1959, a suscité l'unanimité parmi la classe politique égyptienne et arabe, et ce quelques jours après les attaques israéliennes sur le territoire libanais. A l'automne 2000, le rappel de l'ambassadeur égyptien à Tel - Aviv (face à la résurgence de l'Intifada sur les territoires palestiniens et suite à la réaction israélienne afférente), procède également d'une volonté d'apaisement de l'opinion publique égyptienne. Mais la diplomatie égyptienne ne saurait aller au-delà : l'Egypte reste un partenaire régional privilégié du Pentagone et, à ce titre, le bénéficiaire de 2 milliards de dollars au titre de l'aide financière attribuée chaque année par le gouvernement américain, rente stratégique indispensable à une économie encore fragile.

3 - L'IDENTITAIRE

« Masr, oum el dunya », « Egypte, mère du monde » : c'est par cette expression que les Egyptiens aiment à désigner leur pays. Tant de suffisance, qui ne manque pas de fondement, agace parfois les « frères » arabes qui finissent tous par admettre, d'une façon ou d'une autre, le poids de l'Egypte et sa spécificité. Le président Boumediene, pourtant fier de son algérianité, confiait un jour : « L'Egypte est notre mère à tous. Quand elle se porte bien, le monde arabe va bien ; lorsqu'elle est malade, le monde arabe est malade ».

Cette spécificité remonte à la nuit des temps et n'a cessé de s'affirmer depuis plus de six mille ans. Les hommes de ce pays ont été façonnés par la géographie de ce premier Etat-nation du monde : un ruban vert, la vallée du Nil, et un triangle de verdure, le Delta, entourés de déserts délimités au nord par la Méditerranée, à l'est par la mer Rouge.

3.1. L'ethnie.

3.1.1 – La population du Delta :

D'où viennent les Egyptiens ? La position privilégiée de l'Egypte, au carrefour de l'Afrique et de l'Asie, tout en subissant l'influence méditerranéenne, a joué un rôle important dans le peuplement de ce territoire quasi désertique. Les Egyptiens ne sont à l'origine ni des sémites, comme la plupart des peuples du Proche-Orient, ni des Berbères, comme les habitants du Maghreb . Le substrat originel est essentiellement nilotique, peuplades de la vallée du Nil présentes depuis 3500 avant J-C, malgré quelques apports négro-africains et chamito-sémitiques. Puis de nombreuses invasions marquèrent l'histoire de l'Égypte : Libyens, Grecs, Romains, mais surtout Arabes, qui conquièrent la région au VII^e siècle après J-C. La population égyptienne fut alors presque totalement arabisée.

3.1.2. – La population de Haute-Egypte :

Cependant, des Perses aux Français et aux Anglais en passant par les Grecs, les Romains, les Arabes et les Turcs, les conquérants se sont rarement aventurés ou durablement installés au-delà du sommet du Delta, car il suffisait de tenir Memphis, dans l'Antiquité, Le Caire à l'époque arabe, pour contrôler l'irrigation et, par là même, le pays tout entier. C'est pourquoi,

contrairement à la population du Delta, celle de la Haute-Egypte, chrétienne et musulmane, est restée pure : hommes et femmes ressemblent toujours étonnamment aux statues des époques pharaoniques et aux personnages des fresques de la Vallée des Rois. Il existe également encore des minorités d'origines européennes ou indo-européennes mais surtout nubienne, installée aux confins de la haute Egypte à la frontière soudanaise. On peut également signaler la présence d'une faible communauté berbère dans l'oasis de Siwa, à l'ouest de la dépression de Kattara près de la frontière libyenne. Toutefois aujourd'hui, on considère les coptes comme les plus proches descendants des Egyptiens de l'époque des pharaons.

Les nomades, qui furent toujours redoutables, étaient eux cantonnés dans les déserts environnants. La véritable frontière du pays commençait en fait là où le sol cessait d'être abreuvé d'eau et enrichi de limon fertilisant du fleuve. L'irrigation de nouvelles terres et la construction de villes commencent à peine à modifier cette physionomie plusieurs fois millénaire.

3.2. Les religions.

3.2.1. – Les différentes confessions :

Depuis quatorze siècles coexistent ici les deux grandes religions du Bassin méditerranéen. Les Egyptiens sont en majorité musulmans sunnites (90 %). Islamique depuis le XI^e siècle, l'Égypte compte cependant toujours une forte minorité chrétienne (10 % de la population), qui fait de cette nation le premier pays chrétien du monde arabe. Les chrétiens appartiennent en majorité à l'Église copte (ou égyptienne), qui prit naissance au VII^e siècle et s'est maintenue dans le pays après l'islamisation de celui-ci. La première communauté chrétienne d'Orient compterait entre huit et douze millions d'âmes selon les sources - elle ne serait que de trois millions selon le dernier recensement officiel - et se trouve principalement dans deux régions : le Caire et, en haute Egypte, autour d'Assiout.

À leurs côtés, Grecs orthodoxes, Grecs catholiques, coptes catholiques, Arméniens (orthodoxes et catholiques) et maronites forment d'infimes minorités. Actives sur les plans intellectuel et économique, elles ont été amputées par l'exode des milieux les plus aisés après 1952.

Sauf en de très rares occasions, l'Égypte n'a connu ni l'intolérance, ni le prosélytisme en faveur d'un culte au détriment d'un autre. Les relations entre chrétiens et musulmans se sont établies sur

des bases plus égalitaires au XIX^{ème} siècle, avant d'être consolidées au XX^{ème} siècle par la lutte commune contre l'occupant britannique.

Aujourd'hui, la tolérance qui prévalait semble sérieusement remise en cause par un activisme islamiste révolutionnaire. La montée de l'intégrisme religieux au cours des années 1970 et 1980 a entraîné une flambée de violence, particulièrement en Haute Égypte, région où le déséquilibre numérique entre les deux communautés est moins marqué qu'ailleurs. Principalement le fait de deux organisations, le Djihad et la Gama'at al-Islamiya, cet activisme se traduit par de nombreux attentats qui visent les hauts fonctionnaires, les forces de sécurité, les coptes et les touristes.

3.2.2. – Le problème islamiste :

Sans connaître la situation qui règne en Algérie, l'Égypte est confrontée depuis plus de vingt ans à un activisme islamiste très violent. Après l'attentat perpétré contre le président Sadate en octobre 1981 et l'assassinat de hautes personnalités du régime dans les années qui suivirent, la répression policière s'est intensifiée. La recrudescence des actions violentes depuis le début des années 90, la dernière en date étant le massacre de touristes à Louxor en novembre 1997, a ébranlé le régime. Ce fut l'occasion d'une prise de conscience de la persistance du problème islamiste. "Ne voulant pas dialoguer avec les terroristes", le gouvernement poursuit sa politique de répression contre les formations islamistes sans aucune discrimination. La quasi-totalité des attentats sont le fait de deux groupuscules armés radicaux : la Gama-at Islamiya et le Djihad islamique. Ces organisations appartiennent à la mouvance religieuse qui considère le régime égyptien comme impie et veulent sa disparition. Ceci peut expliquer la volonté des autorités égyptiennes de refuser toute constitution de parti politique fondé sur l'Islam, accusant de telles organisations de vouloir s'emparer du pouvoir par la violence. Il en est ainsi pour les Frères musulmans, principale organisation politique islamique, qui se présentent souvent comme modérés et réformistes. Ils reconnaissent le caractère islamique de la République mais souhaitent la réformer pour effacer certaines de ses lacunes.

3.2.3. – Les Frères musulmans :

La société des Frères musulmans est fondée en 1928 par un instituteur égyptien, Hassan el Banna, en réponse au développement du nationalisme arabe laïc, incarné notamment par le Wafd. Ce mouvement connaît un parcours assez chaotique, notamment depuis la fin de la

seconde Guerre mondiale et un peu plus tard avec l'avènement de la République. Après une série d'attentats contre les Britanniques ou les Européens encore présents en Egypte, le mouvement, fin 1948, s'en prend directement au gouvernement égyptien et début 1949, les Frères musulmans sont dissous. Mais dès 1951, le mouvement est de nouveau autorisé, pour faire face à une situation qui se dégrade sérieusement. Des liens étroits sont tissés entre les Frères musulmans et les "officiers libres" qui viennent de prendre le pouvoir. Mais l'opposition à Nasser se fait rapidement sentir dans leurs rangs et le point culminant est atteint lors d'une tentative d'assassinat contre ce dernier. Nasser en profitera pour dissoudre une nouvelle fois le mouvement en 1954. C'est Anouar el-Sadate qui libère les derniers Frères emprisonnés et favorise la reconstitution du mouvement dans le but de lutter contre la Gauche égyptienne, jugée plus dangereuse par le nouveau président. A partir de 1984, Hosni Moubarak les autorisent à participer aux élections législatives sous le couvert de partis autorisés, les partis islamiques étant toujours illégaux, croyant pouvoir ainsi les neutraliser. Cruelle désillusion pour le régime puisque les Frères musulmans, à l'issue des élections, se présentent comme la première force d'opposition. La preuve est faite que ce mouvement, même s'il n'est pas légalement reconnu, est bien implanté dans la société égyptienne. Dès lors le gouvernement revient à la manière forte et accentue la répression contre les Frères. L'arrestation des cadres du mouvement susceptibles de se présenter aux élections législatives de 1995 a pour but d'éliminer la représentation de l'organisation au parlement.

Mais au sein de ce mouvement, des divisions apparaissent, notamment entre les anciens, plutôt conservateurs, et les "quadras" qui se veulent plus "modernistes". Ils privilégient la modération dans les objectifs et les moyens mis en œuvre pour les atteindre. Le 10 janvier 1996, un certain nombre de ces "jeunes frères" sollicitent l'autorisation de fonder un parti politique, Al Wasat (le milieu). Mais quatre mois plus tard, les autorités égyptiennes rejettent la demande et les principaux dirigeants d'Al Wasat sont arrêtés, accusés de complot contre le régime. Ils sont cependant rapidement libérés devant la protestation naissante. Ceci résume parfaitement le parcours contrasté des mouvements islamistes. Souvent réprimés, ils ont parfois été utilisés par le pouvoir, qui les tolère mais ne leur reconnaît pas d'existence légale. Il faut enfin noter que les Frères musulmans entretiennent des relations privilégiées avec l'Arabie Saoudite et jouent un rôle en Palestine (Hamas), en Jordanie, au Yemen et au Soudan.

3.3. Le domaine culturel.

3.3.1. – Le rayonnement culturel :

Sans remonter aux temps des pharaons et aux merveilles qu'ils nous ont léguées, on ne saurait parler de l'Égypte contemporaine sans évoquer son poids et son rayonnement dans le domaine de la culture au sein du monde arabe. Elle fut, avec le Liban et la Syrie, le berceau du renouveau culturel arabe (la Nahda : la Renaissance) au cours du XIX^{ème} siècle. Cette Nahda a engendré les deux grands courants de pensée qui font sentir leur influence jusqu'à nos jours dans le monde arabe et , au-delà, dans le monde musulman.

De nos jours, l'Égypte est le pays arabe qui compte – sur le double plan quantitatif et qualitatif – le plus d'écrivains, de cinéastes, d'économistes, d'ingénieurs, d'enseignants. La réputation des écrivains, chanteurs ou cinéastes, a franchi les frontières. Le prix Nobel de littérature attribué en 1988 à l'écrivain Naguib Mahfouz en témoigne. De même le réalisateur Youssef Chahine, fer de lance d'un cinéma égyptien prolifique qui exporte ses œuvres dans tout le monde arabe, est internationalement reconnu.

Dans le domaine du livre, sur environ 500 000 titres publiés chaque année dans le monde, les pays arabes ne représentent que 2 %, soit 10 000 titres ; l'Égypte en produit plus de la moitié. Dans le domaine de la presse, même si elle reste étroitement contrôlée par le gouvernement, l'Égypte occupe la première place du monde arabe et le Caire est le plus important centre d'édition du Proche-Orient. Le journal « Al Ahram » est l'ancêtre de toute la presse du monde arabe.

C'est au Caire que se trouve le Hollywood du monde arabe : films et feuilletons égyptiens, médiocres ou excellents, dominant sur toutes les chaînes de télévision, de Bagdad à Rabat. Ce sont des professeurs de la Vallée du Nil qui ont contribué à créer et à faire fonctionner les universités de la plupart des pays du golfe et on ne compte pas moins de 20 000 instituteurs au Yémen.

3.3.2. – Le rayonnement linguistique :

Si l'Égypte est double par ses pratiques religieuses, elle est homogène sur les plans culturel et linguistique, à l'exception de la minorité nubienne de l'extrême Sud (qui parle une langue d'origine africaine). La langue copte, dans laquelle s'est perpétué l'égyptien ancien, a disparu de l'usage courant au XVII^{ème} siècle pour ne subsister que dans la liturgie. Dès lors s'impose la langue arabe, dont Le Caire s'est fait un des principaux centres de rayonnement avant d'occuper, à partir du XIX^{ème} siècle, une position dominante.

Utilisée dans la vie courante et par les communautés intellectuelles et scientifiques, la langue nationale laisse toutefois une grande place aux langues étrangères. Le grec et l'italien, autrefois très répandus, surtout au sein de colonies étrangères, sont devenus plus rares. Si l'anglais a acquis une position dominante, la place réservée au français n'est pas négligeable : d'usage courant dans certains milieux intellectuels, la langue de Molière remporte un franc succès auprès d'un vaste secteur de la jeunesse (l'Égypte n'est d'ailleurs pas absente des activités de la francophonie). Si l'arabe est la langue usuelle des établissements de l'enseignement public, deux langues étrangères – l'anglais (dès le premier cycle) et le français – sont aussi enseignées (près de 60 000 élèves étudient ainsi actuellement dans des écoles de langue française).

Aux côtés de la langue littéraire utilisée dans les textes, commune à l'ensemble du monde arabe, s'est développé le dialecte particulier du Caire, dont l'usage est courant dans la vie politique, au cinéma, au théâtre et dans la chanson. Le rôle hégémonique que joue l'Égypte au sein du monde arabe a rendu ce dialecte compréhensible du Golfe à l'Atlantique.

3.3.3. – L'éducation :

En 1952, avec l'avènement de la république, le nouveau régime entreprend de démocratiser l'éducation. Cette volonté est inscrite dans la constitution et vise à éradiquer l'analphabétisme. Cela se traduit par la gratuité de l'enseignement jusqu'à l'université et l'obligation de scolarisation jusqu'à l'âge de 14 ans. Si des résultats encourageants ont été enregistrés dans les premières années, le taux d'analphabétisme en 2000 reste important et concerne 40 % des hommes et près de 60 % des femmes. Ce principe nassérien présente de plus un effet pernicieux : tout citoyen possédant un diplôme a le droit d'obtenir un emploi. L'Égypte est un pays très bureaucraté et une grande majorité des Égyptiens ayant suivi des études secondaires se tournent vers

l'administration et ses effectifs pléthoriques. Malgré de nombreuses universités, l'université islamique al-Azhar est la plus ancienne du monde. De plus on assiste à l'émergence de "courants islamistes" au sein des universités et ce à tous les niveaux.

L'enseignement reste aujourd'hui une des priorités du gouvernement et l'Égypte joue un rôle capital dans la formation des cadres du monde arabe : 50 % des étudiants arabes du Proche et Moyen-Orient, 35 % des ingénieurs arabes formés par an. Mais la qualité ne suit pas toujours et l'offre dépasse la demande : l'enseignement supérieur semble aujourd'hui inadapté au besoin du monde du travail. Les cadres sont souvent obligés d'accepter des emplois sous-qualifiés et mal rémunérés, d'où le fait que beaucoup exercent plusieurs métiers.

L'éducation constitue donc un enjeu fondamental pour un pays « surdiplômé » : plus de 5 millions d'Égyptiens ont obtenu un diplôme supérieur. Le défi consiste cependant à réaliser le lien éducation-marché du travail et à revaloriser des titres et des diplômes souvent dépréciés.

3.4. La démographie et ses contraintes.

Avec plus de 67 millions d'habitants, l'Égypte est le plus peuplé de tous les États arabes, loin devant l'Algérie, le Maroc et le Soudan (environ 25 millions chacun). Quant au reste des États arabes à l'est de la mer Rouge, l'ensemble de leurs populations réunies ne dépasse guère les 80 millions de personnes. L'Égypte est donc considérée comme la plus peuplée, et par conséquent la plus importante, des terres habitées du nord de l'Afrique jusqu'à l'ouest de l'Asie, de l'océan Atlantique jusqu'à l'Inde.

3.4.1. – Une démographie galopante :

Fort d'une population d'un peu plus de 67 millions d'habitants, selon les estimations, l'Égypte est le pays le plus peuplé du monde arabe. Un élément d'inquiétude concerne le taux d'accroissement naturel. En effet celui-ci, passé depuis peu sous la barre des 2%, reste encore supérieur à la moyenne mondiale (1,5 %) et engendre une augmentation annuelle de la population d'à peu près 1 million de personnes. A ce rythme, sans atteindre les estimations les plus pessimistes (120 millions), la population égyptienne pourrait s'établir à 95 millions d'habitants en 2025, ce qui constitue un lourd handicap pour le pays. Malgré une politique

volontariste de régulation des naissances, débutée dès les années 60, le taux de natalité reste très élevé : l'indicateur de fécondité est encore à 3,4 enfants par femme.

Une des raisons de la persistance de ce phénomène réside dans le fait que la population rurale, plus réticente à cette politique que la population urbaine, au comportement nataliste proche de celui de l'Occident, représente plus de la moitié des égyptiens. L'autre particularité de la situation démographique est la densité de population. Si les chiffres bruts donnent une densité d'environ 60 habitants / km², la réalité est tout autre. En effet plus de 95 % de la population est concentrée sur moins de 5% de la superficie totale, soit une densité dans les zones peuplées d'environ 1200 habitants / km², avec des pointes vertigineuses d'environ 6000 habitants / km² dans le delta. L'Egypte semble détenir le record mondial de densité en zone rurale.

3.4.2. – Contraintes de l'urbanisation :

Comme nous l'avons vu précédemment le taux d'accroissement naturel de la population égyptienne est relativement élevé. Il est également important de souligner l'extrême jeunesse de cette population puisque 40 % de celle-ci a en effet moins de 15 ans. Cependant si des problèmes inhérents à ce genre de peuplement subsistent, tel l'illettrisme, le souci majeur provient du développement difficilement contrôlable des grandes métropoles, et notamment de l'agglomération du " Grand Caire ".

Le Caire est la plus grande métropole d'Afrique mais c'est également l'une des villes les plus peuplées du monde. Aujourd'hui l'agglomération cairote regroupe quasiment le tiers de la population égyptienne. Plus inquiétant encore est le taux d'accroissement de la population urbaine qui est de l'ordre de 3 %. Cela ne va pas sans poser de sérieuses difficultés aux autorités, cependant semblables à celles que l'on peut rencontrer dans d'autres métropoles gigantesques sur la planète. Ainsi on assiste à l'éclatement de la ville en différents centres, à une urbanisation sauvage ou spontanée qui créent des banlieues - proches des bidonvilles - dans lesquelles se développe la contestation islamiste et qui sont de fabuleux réservoirs pour les recruteurs de tout bord. Souvent mal canalisée cette urbanisation entraîne une grave crise du logement. Il n'est pas rare de voir certaines familles égyptiennes s'entasser à plus de 10 par pièce, certains en arrivant même à occuper les cimetières.

Paradoxalement l'Égypte n'est pas le pays le plus urbanisé de la région puisque, actuellement, la population des villes ne représente qu'entre 44 et 48 % de la population totale. En fait le taux d'accroissement de la population urbaine, à peine supérieur à celui de la population, n'est donc pas la résultante d'un exode rural massif mais plutôt le fait d'une croissance démographique qui s'applique sur des effectifs déjà importants. La population impressionnante du Caire en est une preuve flagrante. En fait ceci découle d'une concentration considérable des fonctions. La capitale cairote abrite près de la moitié des emplois industriels et presque 60 % de ceux du tertiaire. La centralisation du pouvoir - on trouve au Caire les deux tiers des fonctionnaires - et la concentration des activités est extrême. L'autre grande métropole d'Égypte est Alexandrie (qui représente tout juste le quart de l'agglomération cairote), grand port mais également grand centre industriel et commercial, toutefois presque exclusivement tourné vers la Méditerranée.

3.4.3. – Le défi posé aux dirigeants égyptiens :

La contrainte d'espace est donc critique en Égypte. Le Delta se couvre d'établissements humains gigantesques, grands consommateurs non seulement d'espace (essentiellement agricole au départ) mais aussi d'eau. Il n'existe plus aucun rapport d'équilibre durable entre la niche écologique et les peuplements humains. Les espaces verts nourriciers, gages de stabilité sociale à travers les générations, disparaissent progressivement pour faire place à un immense tissu totalement urbanisé. Cette concentration de population est source d'une pollution envahissante, et sa consommation excède largement ce qu'elle pourra jamais produire. Dans les meilleures conditions, il paraît difficile, sinon impossible, de maîtriser une telle expansion sur le plan urbain comme sur le plan rural. Il faudrait construire annuellement plus de deux millions de logements dans les villes, et dans le même temps développer 100 000 hectares nouveaux dans les zones irrigables. A cette fin, le gouvernement envisage la construction de « la nouvelle vallée » par le creusement d'un canal à partir du déversoir de Touthki. La première phase comportera l'écoulement des eaux du Lac Nasser à l'oasis de Baris sur une longueur de 350 km. Les premiers 67 kilomètres devraient être achevés pour 2004

Un gigantesque défi se présente donc aux dirigeants égyptiens, parfaitement conscients de l'immensité et de la complexité de la tâche. La politique rationnelle de contrôle des naissances n'est cependant pas de nature à changer de manière significative le problème de la subsistance des masses urbaines, qui pèse lourdement sur la balance des paiements. Chaque année, l'Égypte

surpeuplée, sur urbanisée, incapable de subvenir à ses propres besoins au niveau élémentaire de la subsistance, doit importer une quantité croissante de blé et de produits alimentaires.

Pour faire face (ou fuir ?) cette situation, des millions de travailleurs égyptiens se sont expatriés (15 % des actifs masculins vivent à l'étranger). Au Proche-Orient comme dans les pays voisins, ils ont permis la réalisation de gigantesques travaux d'infrastructure et aussi la reprise de productions agricoles abandonnées par les paysans indigènes, notamment dans la vallée de l'Euphrate. Les chiffres sont éloquentes. On estime qu'avant la crise du Golfe les rentrées en devises provenant des transferts effectués par les émigrés représentaient un quart au moins des soldes positifs de la balance égyptienne des paiements, c'est-à-dire trois milliards de dollars. Il s'agit là d'un point extrêmement sensible de la politique égyptienne, tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur : tout problème rencontré avec un pays employeur de ces travailleurs émigrés peut entraîner le reflux massif des expatriés, qui se retrouvent chômeurs en Egypte et aggravent la situation interne déjà difficile du pays (un tiers de la population vit en dessous du seuil de pauvreté). Le cas fut notamment rencontré à la démobilisation des militaires irakiens engagés pendant huit ans dans la bataille contre l'Iran (et remplacés par des travailleurs égyptiens lors du conflit), ainsi qu'à l'occasion de la crise du Golfe.

4 - LA GEOECONOMIE

Les principales ressources financières du pays proviennent du pétrole, du canal de Suez et du tourisme. Cependant, tous les revenus sont aléatoires, particulièrement ceux du tourisme, menacés par les attentats terroristes.

4.1. La politique d'ouverture économique : l'infitah.

Terme arabe signifiant « ouverture », l'infitah désigne une politique économique libérale en rupture avec le « socialisme » de Nasser. Ce nouveau cours a été mis en œuvre par Anouar el Sadate dès son accession au pouvoir. Entamée dès 1971 en Egypte, l'infitah connaît son plein essor après la guerre d'octobre 1973. Sadate en définit alors les grandes lignes : encouragement au secteur privé et aux investissements étrangers, ouverture aux banques non égyptiennes,

libéralisation du commerce extérieur, diminution de la place du secteur public. Une suite de décrets et de lois permettent la concrétisation de cette nouvelle philosophie économique.

Le bilan d'une telle politique est nuancé. Le capital privé ou étranger s'est investi avant tout dans les secteurs non industriels et non agricoles, là où le profit était immédiat et substantiel : import – export, immobilier, banques, tourisme ... La spéculation et la corruption ont connu un essor sans précédent. Les inégalités sociales se sont creusées, et la richesse insolente des parvenus nargue la misère du peuple égyptien. L'Egypte a accentué sa dépendance à l'égard de l'aide extérieure (en particulier sur les plans agricole et financier) et des millions de ses travailleurs, techniciens et cadres sont partis travailler dans les pays pétroliers. Même le secteur public a été longtemps intouchable : pour des raisons sociales, mais aussi parce qu'il n'existe pas de capital privé entreprenant capable d'assurer la gestion d'industries aussi décisives que l'acier, ou l'armement. Le président Hosni Moubarak a mis fin à cette infitah et, sous la pression du FMI, le gouvernement cherche à avancer rapidement sur la voie de la privatisation.

Le bilan global n'est pas totalement noir, et certains succès ont été obtenus : l'Egypte est devenue un pays exportateur de pétrole, certains secteurs de l'agriculture et de l'industrie ont connu une nouvelle efficacité. Mais l'exemple égyptien montre les difficultés à imposer un modèle libéral dans une économie sous-développée, sans susciter de profondes distorsions et des explosions sociales.

4.2. L'agriculture.

L'Egypte est le pays arabe où le secteur agricole tient une place prépondérante : 33 % du PIB. Il fait vivre environ le tiers de la population active. Longtemps autosuffisante sur le plan agricole, l'Egypte exportait son sucre et, surtout, du coton (dont elle était le premier producteur mondial). C'est le secteur économique sur lequel ont porté les plus grands efforts, que ce soit pour la refonte des structures agraires ou l'amélioration du potentiel agricole

Dans le double objectif de fournir un emploi à une jeunesse désœuvrée et de parvenir à une meilleure couverture des besoins alimentaires du pays, le gouvernement développe une politique d'irrigation des terres situées en dehors de la vallée. Elles sont en priorité distribuées aux diplômés de l'université. Mais cette politique, malgré l'amélioration des méthodes d'irrigation, est limitée par les réserves d'eau disponibles, tant celles du Nil que celles des nappes phréatiques.

Malgré ces efforts, la population a aujourd'hui augmenté dans des proportions telles que le pays, en dépit d'une nette croissance de sa production, a recours aux importations pour couvrir 60 % de ses besoins. L'Égypte n'est donc pas autosuffisante au niveau agricole

4.3. L'industrie.

Malgré l'exploitation des ressources en fer, en manganèse, en sel et en phosphate, c'est dans le domaine de l'énergie qu'il faut chercher les plus importantes ressources naturelles. L'Égypte produit 46 millions de tonnes de pétrole brut par an et en exporte pour une valeur de 2 milliards de dollars, soit le quart de la valeur de ses revenus extérieurs.

L'Égypte est le pays arabe où l'histoire du développement industriel est la plus ancienne. La révolution nassérienne a voulu transformer le pays essentiellement agricole d'avant 1952 en une puissance industrielle. Aux moulins à sucre et aux manufactures conditionnant le coton pour l'exportation sont venues s'ajouter des aciéries, des usines de matériaux de construction, des raffineries de pétrole, sans oublier l'industrie textile et celle des biens de consommation. Les usines se trouvent réparties dans les principales villes, notamment au Caire et dans sa grande banlieue, à Hérouân. Alexandrie, Suez et Port-Saïd en sont les autres grandes places. Avec la politique de l'Infitah, des zones franches ont été installées dans la région du Grand Caire.

L'effort entrepris a été poursuivi dans un contexte plus libéral par les deux présidents qui ont succédé à Nasser. La part prise par les activités industrielles dans le PIB est de 22%. Elles occupent deux fois plus de travailleurs que dans le reste des pays arabes (1 800 000).

Toutefois cette industrie ne constitue pas pour autant un secteur dominant de l'économie égyptienne, n'occupant que 20% des activités productives, ces dernières étant toujours caractérisées par l'importance des activités de distribution et de service (47%) et par la place du secteur agricole (33%).

4.4. Le canal de Suez.

Le canal de Suez est une des grandes voies maritimes du monde : il relie la Méditerranée à la mer Rouge. En permettant aux navires d'éviter la route du Cap, il raccourcit de 17 % à 67% les distances entre l'Asie et l'Europe. Fermé à la circulation après la guerre des Six Jours (1967), il

n'a été rouvert au trafic qu'en juin 1975. Rectiligne, long de 162 kilomètres, large de 200 à 400 mètres, il a fait l'objet de travaux d'agrandissement pour en permettre l'accès à des navires de 260 000 tonnes (la profondeur du canal vient d'être portée à -17m).

Le canal joue un grand rôle dans l'économie mondiale. Son trafic annuel est de l'ordre de 300 millions de tonnes, il est emprunté chaque jour par 60 navires. Les hydrocarbures ne représentent plus que 30% du tonnage transporté : le canal est concurrencé par l'oléoduc de la SUMED et la conduite Eilat - Ashkelon. Son rôle reste important pour les marchandises diverses : le partage traditionnel du trafic reste toujours valable. Le trafic nord / sud est composé essentiellement par des produits manufacturés, les produits bruts l'emportent dans le sens sud / nord. Parmi les minéraux acheminés vers l'Europe certains ont une véritable importance stratégique: chrome, manganèse, étain, nickel. Enfin, cette voie maritime est aussi empruntée par des navires de guerre (environ 200 par an).

Le canal depuis 1956 est administré et géré par l'Egypte. Les droits de péage, qui génèrent 1 milliard de dollars /an, jouent un grand rôle dans la balance des paiements égyptienne.

4.5. Le tourisme.

Le secteur touristique a connu une croissance très rapide au cours des 20 dernières années, depuis la mise en place de la politique d'ouverture (Infitah). Cette croissance peut toutefois être interrompue par des événements politiques, intérieurs ou extérieurs : émeutes de février 1986, crise du Golfe en 1990/91, poussée islamiste de 1992, attentats terroristes contre des touristes en 1997.

Les touristes, dont le nombre a pu atteindre 3 millions, se partagent pour un tiers entre arabes venus goûter à la fraîcheur, toute relative, de l'été égyptien et aux plaisirs du Caire et pour moitié par des Occidentaux, pour la plupart attirés par les vestiges archéologiques.

Pour les accueillir, l'Egypte a construit en 20 ans plus de 50 000 lits dans des hôtels de classe internationale, et plus de 300 bateaux-hôtels sillonnent le Nil. Les recettes annuelles touristiques ont plusieurs fois dépassé 3 milliards de dollars.

Cependant le tourisme occidental a été très affecté par les attentats intégristes; les recettes ont baissé de plus de 20%, appauvrissant les 2 millions d'Egyptiens qui vivent du tourisme.

4.6. La crise de l'emploi et l'émigration.

Pendant de nombreuses années sous la période nassérienne, la fonction publique faisait plus ou moins office de bureau de placement. Elle devait recruter tous les titulaires d'un diplôme. Les fonctionnaires sont passés de 370 000 en 1958 à 2 000 000 en 1980. Actuellement, l'état a à sa charge 6 millions de salariés (administration et services publics). L'administration égyptienne est tentaculaire et sous-payée. Le système fonctionne mal, il faut patienter en moyenne 7 ans pour obtenir un emploi public au lieu de 3 ans au début des années 80. Des centaines de milliers de diplômés attendent depuis 10 ans. Les universités déversent chaque année 130 000 diplômés sur le marché du travail et les instituts et écoles techniques 170 000. Cet effectif s'ajoute aux 150 000 demandeurs d'emploi analphabètes ou n'ayant pas dépassé le primaire. Aujourd'hui, l'Egypte souffre d'un excès de diplômés même si elle manque de techniciens. Malgré la faible participation des femmes au monde du travail, le chômage a pris au fil des ans, des proportions de plus en plus préoccupantes.

Depuis quelques années l'émigration à l'étranger, notamment vers les pays du Golfe, constitue une soupape. En 1970 moins de 10 000 Egyptiens disposaient d'un contrat de travail à l'étranger, il n'existait pas de tradition migratoire chez le peuple égyptien. Dès 1971 l'émigration est libre, elle est même encouragée. De nombreux accords bilatéraux sont signés avec des Etats arabes. L'Egypte devient un pays d'émigrants. Plus de 3,5 millions d'individus ont quitté le pays entre 1974 et 1984 soit 25% de la population active. En 1985 le nombre des émigrés était évalué à 2 millions. Le mouvement a été particulièrement intense à la fin de la décennie 1970 et au début des années 80. Lors de la guerre du Golfe, le mouvement a enregistré un net repli mais il a repris de plus belle depuis vers les pays pétroliers du Golfe et, selon la conjoncture et les aléas, vers la Libye voisine. Actuellement plus de trois millions d'Egyptiens vivent à l'étranger. Les "remises" des travailleurs constituent un élément décisif de la balance des paiements et un facteur déterminant de la stabilité sociale interne du pays. En 1994, elles se sont élevées à 5 milliards de dollars dépassant le total des trois autres sources traditionnelles de rentrée de devises (Suez: 1,9 / pétrole 1,5 / tourisme 1,3). Cependant, l'émigration ne peut plus satisfaire la demande d'emploi extrêmement forte qui grandit d'année en année.

L'économie égyptienne offre donc un bilan économique varié par la diversité de ses ressources. Cette variété est renforcée par la situation territoriale du pays et par sa position de carrefour entre le monde occidental et le monde arabe. Cependant, bien que la balance du commerce extérieur

soit déficitaire, la balance des paiements enregistre des excédents grâce à l'aide internationale, aux revenus du tourisme, aux envois des expatriés et au trafic du canal. Actuellement, le devenir économique de l'Égypte est certainement un des problèmes prioritaires du monde arabe. L'Égypte rassemble plus du 1/4 des Arabes. Le simple maintien du niveau de vie égyptien, déjà très bas, est difficile à assurer. Son économie reste fragile, "sous perfusion", et sa survie paraît délicate.

CONCLUSION

L'Égypte contrôle le Canal de Suez par lequel transite encore une grande partie du pétrole brut enlevé dans la région du Golfe et point de passage de la plupart des bateaux qui ont servi, tant pendant la guerre du Golfe que lors de démonstrations de force américaines contre l'Irak en 1996. Clé de voûte de toutes les coalitions arabes contre Israël, l'Égypte ne parvient pas pourtant à s'imposer ni militairement, ni politiquement face à l'État hébreu, soutenu par les États-Unis. Très meurtrie par la défaite de 1967, mécontente de son allié soviétique, elle décide, dès la fin de la guerre de 1973, de s'engager dans des pourparlers de paix avec Israël, dès lors que les États-Unis s'y impliquent fortement. Ce choix s'apparente à un véritable bouleversement stratégique. D'élément perturbateur allié à l'Union soviétique, l'Égypte devient un élément de stabilité sur lequel peut reposer une amorce de stabilité régionale. L'Égypte voit clairement le parti qu'elle peut tirer de ce que les États-Unis appellent des atouts stratégiques, sa position géographique et sa population.

La diplomatie égyptienne s'organise alors entre deux priorités parfois contradictoires. La première est centrée sur le marchandage des atouts stratégiques que lui confère son nouveau statut et qui demeure étroitement lié à la rente stratégique américaine. Partant du postulat que, sans l'Égypte, il ne peut y avoir véritablement de guerre israélo-arabe, les États-Unis soutiennent le régime égyptien dans la voie choisie en 1979. Dans un premier temps, l'Égypte en a payé le prix, surmontant son isolement dans le monde arabe par une ouverture à l'Ouest.

La seconde priorité est constituée par des impératifs de sécurité intérieure. Confrontée à une crise économique aiguë, l'Égypte a opté, au moment de la rupture avec son allié soviétique, pour le développement d'une économie ouverte. Elle a également privilégié l'exportation de sa main

d'œuvre vers les pays pétroliers, faisant de celle-ci un objectif stratégique au service de ses ambitions. En bute à une opposition interne dont la mouvance islamiste est la principale représentante, le régime égyptien verrouille les institutions et proroge régulièrement l'état d'urgence en vigueur depuis l'assassinat de Sadate. Face à une opinion publique qui conteste une partie de ses choix, le gouvernement sait tenir de façon opportune un discours vif à l'encontre de l'Etat hébreu, principalement à destination interne, cherchant un équilibre entre son engagement stratégique et ses contraintes intérieures.

Au carrefour de l'histoire et de la géographie, l'Egypte reste une puissance régionale avec laquelle il faut compter. L'intense activité menée par la diplomatie égyptienne tout au long de l'année 1999 - 2000 a tendu à confirmer la position centrale du pays dans la région. La rencontre de Charm-el-Cheikh (août 1999) a relancé le processus de paix israélo-arabe et préparé les accords de Wye Plantation II, signés au Caire en septembre. Cependant, une priorité de la diplomatie égyptienne consistera à donner une réponse aux questions critiques suivantes. Comment faire passer la relation avec les Etats - Unis de la dépendance à l'amitié et à une saine distance ? Comment restaurer la solidarité arabe et renforcer la coopération arabe commune, notamment économique ? Comment répondre au défi géopolitique s'étendant des sources du Nil à la Méditerranée en passant par la Mer Rouge ? Comment réaliser un jour la complémentarité des pays de la vallée du Nil (Egypte - Soudan - Libye) indispensable pour la survie de l'Egypte ?

BIBLIOGRAPHIE

- ◆ CHAUPRADE Aymeric, Introduction à l'analyse géopolitique, Editions Ellipses, 1999.
- ◆ DUBERTRAND Roland, L'Egypte, diplomatie et pérennité du régime, Bulletin Centre Analyse et Prévision, n° 69, 1997.
- ◆ FUSTIER Nathalie, L'Egypte dans son environnement proche-oriental, Les cahiers de l'Orient, n°45, 1997.
- ◆ MOYA Pedro, La sécurité dans le grand Moyen-Orient, Groupe Spécial Méditerranée, 11/98.
- ◆ NOHRA Fouad, Stratégies américaines pour le Moyen-Orient, Editions Al-Bouraq, 1999.
- ◆ PARIS Gilles, L'Egypte et les Etats-Unis, Les cahiers de l'Orient, n°45, 1997.
- ◆ RACHWAN Dīaa, Redéfinition du rôle stratégique de l'Egypte, La revue internationale et stratégique n°40, Hiver 2000-2001.
n°45, 1997.
- ◆ SELMANI Meriem, Les relations égypto-américaines entre logique globale et vision étatique de l'Egypte, Le Débat stratégique, n°42, 01/1999.
- ◆ SID-AHMED Mohamed, Blocages égyptiens, Le Monde Diplomatique, Manière de voir, Mai 1997.

- ◆ Atlas géostratégique.
- ◆ Atlas des peuples d'Orient.
- ◆ Encyclopédie Universalis.
- ◆ Encyclopédie et atlas Encarta.
- ◆ L'état du monde 2001, Annuaire géopolitique mondial, Editions La découverte, 2000.